

PRESENCE SOCIALISTE

Dispensé de timbrage

Anancy CTC



MENSUEL DE LA FEDERATION DU PARTI SOCIALISTE DE HAUTE SAVOIE

DEPOSE LE 20/01/2009

Mensuel
PS BP 830
74016 Annecy Cedex
ABONNEMENT : 7,62 euros
ISSN 1276 - 3756
Janvier 2009
N° 117

AGENDA FEDERAL

Du 26 au 31 janvier :

Fermeture de la Fédération au public pour réorganisation.

Judi 29 janvier :

JOURNEE NATIONALE DE MOBILISATION

Du 2 au 6 février :

Dépôt des candidatures aux élections européennes

SOMMAIRE

- p.1 : Edito - Agenda fédéral - Sommaire
- p.2 : Suite de l'édito
Bureau Fédéral : nouvel organigramme
- p.3 : Secrétariat Fédéral :
nouvel organigramme
Elections européennes
- p.4 : Prétextes
- p.5 : Appel à manifester le 29 janvier
- p.6 : On vit une époque formidable
Ils l'ont dit,... et avec quel à propos !
- p.7 : Asphyxie financière des collectivités
- p.8 : Olympe de Gouges :
une femme du XXIème siècle

« IL EST TROP TARD POUR

ETRE PESSIMISTE »

Yann Arthus Bertrand

Que peuvent souhaiter les socialistes de Haute-Savoie à leurs lecteurs, leurs sympathisants, leurs adhérents, une fois qu'est posé le verdict d'un pessimisme qui ne peut ni ne doit être de rigueur ?

La santé, d'abord et bien sûr

Un vœu de bonne santé, c'est l'évidence du bon sens. Il prend une acuité nouvelle quand le nombre augmente sans cesse des remboursements de médicaments ; quand, en Haute-Savoie plus qu'ailleurs encore, diminue le nombre de médecins pratiquant le tarif de la Sécurité Sociale ; quand un service hospitalier, à peine ouvert, déjà saturé, est incapable, faute de moyens, de répondre aux besoins ; quand les salariés sont appelés non seulement à travailler plus pour gagner moins mais risquent aussi de devoir prolonger leur vie de travail jusqu'à la vieillesse et à l'amputer de son repos dominical : ils ont intérêt à avoir une bonne santé, les « travailleurs » !

.../... Suite de l'édito en page 2

Suite de l'édito de Claire DONZEL

Un esprit mobilisé, ensuite

La Haute-Savoie a jusqu'à présent été relativement épargnée par le chômage de masse et la précarité. Certes, les socialistes n'oublient pas la situation des saisonniers, ces intermittents du tourisme ou des salariés déracinés venus d'ailleurs qui ont ici, de fait, le choix entre se loger ou se nourrir. Avec « la » crise, derrière laquelle ne manquent pas de s'abriter bon nombre d'entreprises, à commencer par les plus grandes, c'est tout le tissu industriel haut-savoyard de 1^{er}, 2^{ème} ou 3^{ème} rang qui va être atteint de plein fouet. Les salariés vont devoir se battre pour préserver leurs emplois et leurs entreprises. Ils trouveront bien entendu les socialistes à leurs côtés.

Des vœux de paix, encore

Si le conflit au Proche-Orient paraît ne pas atteindre la Haute-Savoie, chacun, dans son humanité, partage sa souffrance d'une paix jamais reçue. Tous les haut-savoyards sont concernés par ce drame humain, l'indécision politique internationale, la faillite diplomatique, le gâchis en somme. L'ampleur renouvelée du drame doit inciter chacun à être artisan de paix dans son propre environnement. Les étincelles allumées par des pompiers pyromanes ne doivent pas trouver d'écho, ni en Haute-Savoie, ni ailleurs.

Alors, à tous ses lecteurs, sympathisants, adhérents, à tous les haut-savoyards, la fédération socialiste souhaite une année 2009 d'énergie pour préserver les droits sociaux et humains et avancer vers une société de justice, de paix et de fraternité.

Claire DONZEL
Première Secrétaire Fédérale

BUREAU FEDERAL : NOUVEL ORGANIGRAMME

Lors du Conseil Fédéral (CF) du 8 janvier 2009 à Saint-Julien-en-Genevois un nouveau Bureau Fédéral (BF) a été élu promotionnellement aux motions.

En voici les membres :

Claire DONZEL, Première Secrétaire Fédérale

Florence ASTON, motion E

Jean-François CANO, motion E

Georges CONSTANTIN, motion A

Jean DARROT, motion F

Ali HARABI, motion E

Annie LAFFIN, motion A

Léon LILLE, motion D

Jean-Jacques PASQUIER, motion E

Noël PONTIUS, motion A

Gérard TUPIN, motion D

Paul ZEREIK, motion E

Invitée en qualité de Médiatrice : **Nicole VASSEUR**

Invitée en qualité de Secrétaire Fédérale au Droit des Femmes : **Claire CHAUVET**

SECRETARIAT FEDERAL : NOUVEL ORGANIGRAMME

Lors du CF du 8 janvier 2009 à Saint-Julien-en-Genevois un nouveau Secrétariat Fédéral (SF) a été élu.

En voici les membres :

Claire DONZEL, Première Secrétaire fédérale

TRESORIER :	Paul ZEREIK
COMMUNICATION - RIPOSTE :	Jean-Jacques PASQUIER
COORDINATION :	Jean-François CANO
FORMATION :	Monique LAPERRIERE
ELECTIONS :	Ali HARABI
SOCIAL :	Florence ASTON
ECONOMIE :	Robert MARECHAL
DEVELOPPEMENT DURABLE :	Jean-Pierre GENIN
INTERNATIONAL :	André ROBERFROID
QUESTIONS DE SOCIETE :	Jean DARROT
VIE DEMOCRATIQUE - ORDRE JUSTE :	Nicole VASSEUR
FACTOTUM :	Gérald ROUX

ELECTIONS EUROPEENNES

Les élections européennes de 2009 se dérouleront du 11 au 13 juin dans les 27 États membres de l'Union Européenne.

Elles auront pour but d'élire le nouveau Parlement Européen.

Les opérations de désignation de nos candidats en interne vont être très prochainement organisées.

Nous pouvons, d'ores et déjà, vous donner quelques éléments du calendrier :

→ **du 2 au 6 février : dépôt des candidatures;**

→ **jeudi 12 mars : vote des adhérents** sur les propositions de liste de chaque circonscription;

→ **samedi 21 mars : convention nationale** de ratification des listes et de lancement de la campagne électorale.



Pour connaître le programme socialiste aux élections européennes, rendez-vous sur le site du PES

<http://www.pes.org/>
ou <http://manifesto2009.pes.org>



PRETEXTES

Nous savons tous que la crise économique et sociale va malheureusement frapper lourdement la France. D'ores et déjà, le nombre de chômeurs et de Rmistes augmente, nous le constatons dans nos départements. Tous les jours s'allonge la liste des entreprises en grandes difficultés. Aucun secteur ne semble épargné.

Le premier collectif, voté en septembre, apportait 360 milliards de garanties d'emprunt pour soutenir le crédit bancaire, sans toutefois que l'Etat ne prenne de contreparties auprès des banques qu'il sauvait, contrairement aux autres pays européens.

Le deuxième collectif, de décembre, a contraint le Gouvernement à refaire ses calculs. Le manque à gagner en terme de recettes fiscales s'avérant plus important que prévu pour 2008 (10 à 12 Md€), le déficit budgétaire devrait encore se creuser, à 56 ou 57 Md€, contre moins de 42 Md€ dans la loi de finances initiale (et 52 Md€ lors de la dernière évaluation), qui a déjà été modifiée une première fois. Et la perspective de rester dans la limite européenne d'un déficit public sous la barre des 3% du PIB ne cesse de s'éloigner. La crise économique, qui affecte la consommation des ménages et l'activité des entreprises, affecte également les rentrées fiscales qui leurs sont liées. Les chiffres prévisionnels annoncés par le Gouvernement en matière de déficit budgétaire 2009 seront donc loin de la réalité et vont frôler les 100 milliards d'euros.

Le troisième collectif, discuté la semaine prochaine au Sénat, porte un plan de relance insuffisant. La relance n'a d'efficacité que si elle est massive. Or, elle ne l'est pas. Un autre plan est nécessaire, et avec un autre contenu : c'est ce que dira le Parti socialiste le 20 janvier prochain en présentant ses propositions. Il faut agir vite et fort. Le FMI demande ainsi que les grands pays industrialisés mettent en place dans les plus brefs délais une relance budgétaire de 2 % de leur PIB, quitte à l'accroître prochainement jusqu'à 3 % si nécessaire. La Commission européenne, quant à elle, estime que les États membres devaient injecter 200 milliards d'euros dans leurs économies, soit 1,5 % du PIB de l'Union. Avec 0,5 % par an, la France est de tous les pays industrialisés celui dont le plan de relance est le plus modeste, avec l'Italie et les Pays-Bas. Plus prosaïquement, ce plan de relance est de facture très classique et ne contient aucune mesure originale. L'accélération des investissements dans les infrastructures dans l'un des pays les mieux dotés en la matière n'est pas particulièrement novateur.

Par ailleurs, l'on constate que le bouclier fiscal et les mesures injustes du début du quinquennat ne sont pas remis en cause.

Mieux : après avoir dénoncé les hausses d'impôts locaux, le gouvernement convoque les collectivités locales pour les sommer d'investir, sans pour autant leur donner les moyens de sortir de la crise structurelle de financement

dont l'Etat a l'entière responsabilité : transferts partiellement compensés, plafonnement des recettes fiscales et diminution des dotations.

En privant les collectivités locales des moyens de leurs interventions, le gouvernement poursuit un double objectif : affaiblir les politiques publiques, pour laisser la place libre au marché et accuser les collectivités locales - majoritairement à gauche aujourd'hui - de lever trop d'impôts.

Le plan de relance est par ailleurs insuffisant pour soutenir la demande. Le chèque de 200 euros pour les bénéficiaires du RSA est bien trop faible.

L'augmentation de la prime pour l'emploi, des aides aux logements, l'augmentation des bourses pour les étudiants (population systématiquement oubliée) voire une baisse temporaire de la TVA (les Anglais l'ont baissé de 2,5 points pour une période de deux ans) constitueraient des mesures globales bien plus efficaces à court terme. De même, l'Etat aurait pu s'inspirer de certaines collectivités qui instaurent des moratoires sur les tarifs des services publics pour l'année 2009. Plus grave, l'exonération de charges pour les heures supplémentaires n'est pas remise en cause ! Dans ce contexte de hausse du chômage, inciter les employeurs à donner des heures supplémentaires plutôt que d'embaucher est un non-sens.

Trop modeste pour stimuler la demande, trop peu ambitieux pour véritablement relancer l'investissement, trop politicien à l'égard des collectivités locales, le plan de relance n'a exploré aucune mesure véritablement novatrice, que ce soit en matière d'investissements ou de pouvoir d'achat. A de nombreux égards, ce plan s'apparente à un rattrapage (des retards pris dans l'exécution des contrats de plan, par exemple...) plutôt qu'à de la relance !

Le gouvernement fait le pari d'une récession courte. L'année 2009 s'annonce pourtant meurtrière.

Pas moins de 250 plans sociaux d'importance sont en cours d'application, 130 autres se préparent.

Pour certaines entreprises, la crise est un prétexte à l'accélération de restructurations et de délocalisations sur lesquelles l'Etat ferme les yeux. L'Etat se saisit également du prétexte de la crise économique pour accélérer le démantèlement des services publics. Les sénateurs socialistes ne sont pas dupes et la crise ne doit pas servir de prétexte à remettre en cause l'action publique...

Jean-Pierre BEL,
Sénateur PS de l'Ariège,

Extrait du Bulletin du groupe Socialiste du Sénat n°99.



Les organisations syndicales CGT, CFTD, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires et UNSA se sont accordées sur des propositions et revendications fortes pour aider les salariés à changer le rapport des forces et peser plus fort sur les décisions du patronat et du gouvernement.

Elles appellent à manifester le 29 janvier pour :

- l'augmentation du pouvoir d'achat;
- la défense des emplois et de nos industries;
- l'investissement massif dans l'appareil de production et l'emploi;
- une véritable « Sécurité sociale professionnelle » ;
- une protection sociale solidaire et de haut niveau;
- des services publics et une fonction publique de qualité.

Le Parti Socialiste s'associe à cet appel et invite ses adhérents à participer à cette journée de grève et de manifestation.

Il est crucial, pour une belle réussite de cette journée de propositions et de revendications, que les adhérents socialistes soient présents en nombre dans les cortèges.

La Fédération Socialiste de Haute-Savoie, souhaite que chaque section mobilise, au minimum 5 adhérents et pour se faire, se propose de prendre en charge les frais de covoiturage (prenez contact avec votre secrétaire de section pour les modalités d'organisation locale).

**Rendez-vous est donné
le 29 janvier
à 14h00 devant la Préfecture à Annecy.**



ON VIT UNE EPOQUE FORMIDABLE

Avec Sarkozy, vraiment tout est possible !

Les inventions (antidémocratique) ne cessent de fuser !

Vient d'être sortie du chapeau « l'application d'une loi avant qu'elle ne soit votée ».

Je veux parler de la suppression de la publicité à la télévision publique dès le 5 janvier 2009. De deux choses l'une:

- ou cette décision relève de la loi et, dans ce cas, le procédé relève de l'illégalité totale et c'est un camouflet pour le Parlement (autant le supprimer, ça fera des économies).

- Ou cette décision pouvait être prise directement par le « conseil d'administration de France-Télévision » (sans aucune garantie de contreparties, soulignons-le) et, dans ce cas, pourquoi passer par la loi, tout en la contournant ?

Pour que l'autre décision connexe : la nomination du PDG par le gouvernement, ne se trouve pas seulette dans un texte étriqué ?...

Je n'entends pas beaucoup les socialistes sur le sujet.

**Paule AUBERT,
Section d'Annecy.**

Ils l'ont dit, ... et avec quel à propos !

Philippe VAL : « Pour la droite, l'Homme est fait pour respecter la vertu. Pour une gauche bien comprise, ce serait l'inverse : la vertu serait faite pour que l'Homme soit respecté »

TALLEYRAND : « Je pardonne aux gens de n'être pas de mon avis. Je ne leur pardonne pas de ne pas être du leur »

George Bernard SHAW : « Ne pas être anarchiste à seize ans, c'est manquer de cœur. L'être encore à quarante ans, c'est manquer de jugement »

Nicolas SARKOZY (07/02/2007) : « Ca ne peut plus durer, la France qu'on regarde se défaire en proclamant qu'on n'y peut rien »

RENFORCEZ LE PARTI SOCIALISTE, REJOIGNEZ SES RANGS.

NOM : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

 : Mèl :

- ⇨ Je souhaite prendre contact avec les socialistes,
- ⇨ Je désire adhérer au Parti Socialiste,
- ⇨ Je m'abonne ou je renouvelle mon abonnement à Présence Socialiste
(7,62 euros minimum par chèque à l'ordre de la Fédération Socialiste de Haute-Savoie)

A retourner à :

PARTI SOCIALISTE - 8 rue Louis Armand - B.P. 830 - 74016 ANNECY Cedex

ASPHYXIE FINANCIERE DES COLLECTIVITES

Asphyxie financière des collectivités ou comment faire payer à la gauche les erreurs de la droite...

Etranglement, abandon, asphyxie,... les qualificatifs ne manquent pas pour signifier ce que subissent financièrement nos collectivités locales dans un contexte économique, social et politique très inquiétant.

Face à la crise et après avoir mené des politiques défavorables au retour de la croissance, au pouvoir d'achat et à l'emploi, le Gouvernement a décidé de faire payer la note aux collectivités.

Municipalités, Conseils généraux, régionaux sont actuellement soumis à un rude exercice, celui de l'élaboration d'un budget 2009 qui demande d'ailleurs de formidables talents d'équilibriste face au désengagement progressif mais méthodique de l'Etat.

Nos élus se trouvent en effet face à une équation redoutable : retrouver un équilibre financier (qui leur est imposé, contrairement à l'Etat), avec d'un côté des recettes en diminution, (250 millions en moins pour les dotations de l'Etat, 600 millions de moins sur les droits de mutation, 300 millions d'euros pour la taxe professionnelle,...) et de l'autre, des dépenses en augmentation (réforme des tutelles, l'augmentation substantielle des dépenses de l'Allocation Personnelle d'Autonomie, le financement de RSA, applicable en juin 2009 ou l'allocation autonomie).

Dans ce contexte, notre premier devoir de socialiste est ici de tordre le cou à cette idée répandue par le Gouvernement selon laquelle les collectivités locales très majoritairement acquises à la gauche, seraient dispendieuses, dépensières et responsables de l'endettement de notre pays.

[...]Les collectivités locales constituent en effet le premier rempart et restent

l'interlocuteur privilégié des Français face à la crise. Elles réalisent à elles seules 73% de l'investissement public et interviennent par tout et pour tous: développement économique, logements sociaux, transport, formation, culture, sport, etc. Aujourd'hui preuve de son autisme, le Gouvernement a décidé de s'en prendre directement aux collectivités, au mépris des bénéficiaires «économiques et sociaux qu'elles génèrent... » ou comment tirer sur l'ambulance ».

A côté de cela, partout dans nos territoires, nous assistons au démantèlement systématique de nos services publics : éducation, santé justice, solidarité urbaine, défense... Il ne s'agit plus d'une réforme de l'Etat mais de son retrait pur et simple, abandonnant ainsi les citoyens à leur sort et plaçant les collectivités en première ligne.

Non, nos collectivités n'ont pas vocations à pallier aux errances, défaillances et carences de l'Etat ! Face à cette asphyxie budgétaire, les collectivités locales et territoriales de gauche tiennent à tirer la sonnette d'alarme tout en restant dans l'action.

Car au final, en soumettant nos collectivités au supplice du garrot, cette purge du financement se traduira par un rétrécissement des marges d'action des pouvoirs locaux, un recul de l'interventionnisme qui accentuera le creusement des inégalités entre les territoires pauvres et ceux qui le sont moins.

**Jean-Jacques GROUSSEAU,
Secrétaire fédéral de l'Essonne.**

Article extrait de Questions Socialistes,
Le journal des socialistes de l'Essonne.

OLYMPE DE GOUGES, UNE FEMME DU XXIème SIECLE



Olympe DE GOUGES

Cette femme avait un esprit très en avance sur son temps, notamment pour sa déclaration des droits de la femme et de la citoyenne de 1791.

Elle fut guillotinée le 3 novembre 1793 pour avoir soutenu les Girondins et pour avoir tenté de rétablir un gouvernement qui ne soit pas « un et indivisible ».

Elle est une figure emblématique des mouvements pour la libération des femmes, notamment pour montrer que la société est certes bisexuée mais que la différence sexuelle ne saurait être un postulat ni en politique, ni dans l'exercice de la citoyenneté. Elle imagine de nombreuses réformes sociales en faveur des femmes. Elle milite aussi contre l'esclavage, pour la cause des noirs, des opprimés.

Elle était habitée par des idéaux, ceux de démocratie, d'état de droit, de solidarité, de non-violence ou d'égalité qui ne sont rien moins que les terreaux fondamentaux de nos sociétés contemporaines.

Sa devise « agir en vivant et vivre en agissant »

**Claire CHAUVET,
Secrétaire Fédérale aux droits des femmes.
Extraits du Monde Diplomatique, novembre 2008**

FEDERATION SOCIALISTE DE HAUTE-SAVOIE

Ouverture des bureaux:

Lundi, Mardi, Jeudi, Vendredi de 9 h. à 12 h.30 et de 14 h.00 à 18 h.00

Permanence de l'attachée fédérale :

**Lundi, Mardi, Jeudi, de 9h. à 12h30 et de 14h à 17h30
Mercredi, Vendredi de 8h.30 à 12h.30**

Site : www.ps74.org

Courriel : fede74@parti-socialiste.fr

**8 rue Louis Armand - B.P. 830 - 74016 ANNECY Cedex
Tel: 04.50.09.68.83 Fax : 04.50.09.68.75**

**PRESENCE SOCIALISTE MENSUEL DE LA FEDERATION DE HAUTE-SAVOIE DU PARTI SOCIALISTE
Directeur de Publication : Annie LAFFIN - CPPAP 1003 P 10128 - Dépôt légal à parution
2000 exemplaires - Imprimerie spéciale Parti Socialiste 8 rue Louis Armand 74000 ANNECY**